



Circulaire relative à l'autorisation et à l'agrément des producteurs de produits laitiers à la ferme et à l'utilisation des guides d'autocontrôle

Référence	PCCB/S3/NDZ/1136184	Date	13/12/2017
Version actuelle	3.0	Date de mise en application	Date de publication
Mots-clés	Autorisation, agrément, guide d'autocontrôle, produits laitiers à la ferme		

Rédigé par	Validé par
De Zutter Nathalie, attaché	Lefevre Vicky, directeur général

1. Objectif

Tout exploitant d'une entreprise du secteur alimentaire est obligé par les législations nationale et européenne en vigueur de se faire enregistrer auprès de l'autorité compétente (concrètement, cette autorité compétente est l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ; AFSCA). En plus de l'enregistrement, une autorisation ou un agrément préalable est, en outre, obligatoire pour certaines entreprises du secteur alimentaire.

Cette circulaire a pour but de préciser les conditions qui déterminent si un producteur de produits laitiers fermiers doit disposer d'une autorisation ou d'un agrément. Cette circulaire explique également brièvement le champ d'application des différents guides d'autocontrôle pour le secteur des produits laitiers.

Attention : de même, il existe des réglementations régionales relatives aux produits fermiers.

2. Champ d'application

Les opérateurs qui produisent, au sein de leur exploitation, du lait et le transforment en produits laitiers qu'ils mettent sur le marché.

3. Références

3.1. Législation

Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;

Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire ;

Arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

Arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

Arrêté ministériel du 8 août 2008 fixant les modalités particulières pour une notification en vue d'un enregistrement ou une demande d'autorisation et/ou d'agrément auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

3.2. Autres

G-002 : Guide système d'autocontrôle industrie laitière ;

G-034 : Guide d'autocontrôle pour la production et la vente de produits laitiers à la ferme ;

G-044 : Guide d'autocontrôle générique pour le secteur B2C ;

FAQ – Guide système d'autocontrôle industrie laitière.

4. Définitions et abréviations

ACT : Lieu – Activité – Produit ; cette combinaison définit l'activité exercée par l'opérateur à l'aide :
- du lieu (par exemple PL42 – Exploitation agricole)
- de la nature de l'activité (par exemple AC28 – Détention)
- du produit (par exemple PR109 – Ovins et caprins)

Chaque ACT a une description spécifique. Les ACT sont repris dans la liste d'activités qui se trouve sur le site internet de l'AFSCA¹ ;

AFSCA : l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

AR : arrêté royal ;

B2B : business to business ; la livraison par un opérateur à un autre opérateur ;

B2C : business to consumer ; la livraison directe au consommateur par un opérateur ;

Numéro PF : numéro de type PF xxxx, octroyé par l'AFSCA à chaque producteur de produits laitiers fermiers agréé et aux producteurs de produits laitiers fermiers autorisés ;

ULC : unité locale de contrôle.

¹ <http://www.afsca.be/agrements/activites/>

5. Précisions à propos de l'autorisation et de l'agrément des producteurs de produits laitiers fermiers

Par définition, un producteur de produits laitiers fermiers est un opérateur qui produit du lait dans son exploitation agricole et qui le transforme en produits laitiers destinés à la mise dans le commerce. De ce fait, tout producteur de produits laitiers fermiers est soumis à tous les points mentionnés ci-dessous.

5.1. Détention d'animaux

Pour être producteur de produits laitiers fermiers, l'opérateur doit transformer du lait qui a été produit au sein de sa propre² exploitation agricole. C'est pourquoi tout producteur de produits laitiers fermiers, indépendamment du fait qu'une autorisation ou un agrément soit requis, doit exercer **au moins un** des ACT suivants et **l'enregistrer** auprès de l'AFSCA :

- ACT Ferme – bovins
PL42 – Exploitation agricole ; AC28 – Détention ; PR41 – Bovins (excepté engraissement de veaux)
- ACT Détenteur de chevaux
PL42 – Exploitation agricole ; AC28 – Détention ; PR156 – Solipèdes
- ACT Ferme – ovins et caprins
PL42 – Exploitation agricole ; AC28 – Détention ; PR109 – Ovins et caprins

5.2. Production de lait cru

La production de lait cru est également une deuxième condition à respecter pour tout producteur de produits laitiers fermiers. Cette activité doit être **enregistrée** auprès de l'AFSCA sous forme du ACT Ferme – production de lait (PL42 – Exploitation agricole ; AC64 – Production ; PR85 – Lait cru).

En outre, l'achat de lait auprès d'une autre exploitation est également autorisé à condition que la quantité (en litres) du lait acheté reste toujours inférieure à la quantité (en litres) de lait produit sur sa propre exploitation agricole³.

L'achat de lait cru correspond à un des ACT suivants :

- ACT Acheteur lait cru de vache
PL2 – Acheteur de lait ; AC4 – Achat chez un producteur ; PR87 – Lait de vache
Cet ACT est lié à une autorisation 4.1 – Acheteur de lait de vache
- ACT Acheteur lait cru autre que vache
PL2 – Acheteur de lait ; AC4 – Achat chez un producteur ; PR86 – Lait d'animaux autres que des vaches
Cet ACT est lié à une autorisation 4.2 – Acheteur de lait d'autres animaux laitiers que les vaches

Toutefois, la déclaration d'une de ces deux activités et la demande d'autorisation l'accompagnant est seulement nécessaire si le producteur du lait achète du lait d'espèces animales, autres que celles qu'il détient lui-même pour la production de lait.

5.3. Production et vente de produits laitiers fermiers

En fonction du marché auquel sont destinés les produits, les producteurs de produits laitiers fermiers doivent pour "la transformation du lait à l'exploitation" disposer d'**une autorisation ou d'un agrément** :

- Autorisation 4.3 – Etablissements de transformation de lait à la ferme
- Agrément 4.1 – Etablissements laitiers

² Par "sa propre exploitation agricole", on entend que la détention d'animaux et la production/transformation de lait ont lieu à la même adresse ou à proximité immédiate. Il est possible que ces activités relèvent d'un numéro d'entreprise différent, mais elles sont en principe exercées par une même entreprise (familiale) ou un petit groupe de producteurs.

³ Voir note 2

Si tous les produits sont vendus directement au consommateur final (B2C), l'opérateur doit seulement disposer d'une **autorisation 4.3**. Il peut s'agir d'une vente ambulante ou non ambulante.

Si l'opérateur souhaite également vendre ses produits à d'autres opérateurs (B2B), cette autorisation peut suffire ou il peut être obligatoire de disposer d'un agrément. L'article 25 de l'arrêté royal du 13 juillet 2014⁴ définit quand la livraison de denrées alimentaires d'origine animale d'un établissement de vente au détail à d'autres établissements de vente au détail est considérée comme activité marginale, locale et restreinte et donc quand une autorisation est suffisante et quand un agrément est nécessaire :

- Si le commerce B2B se limite à 30 % du chiffre d'affaire annuel lié à la vente de denrées alimentaires d'origine animale, avec une livraison à des établissements de vente au détail qui se situent dans un rayon de 80 km, une **autorisation 4.3** suffit.
- Si le commerce B2B ne se limite pas à 30% du chiffre d'affaire annuel lié à la vente de denrées alimentaires d'origine animale, mais que la livraison concerne au maximum deux établissements de vente au détail situés dans un rayon de 80km, qui appartiennent au même opérateur que celui qui livre, une **autorisation 4.3** suffit.

Attention : dans les établissements de vente au détail approvisionnés, ces denrées alimentaires d'origine animale ne peuvent être livrées ou vendues que sur place et au consommateur final.

Les quatre ACT couverts par cette autorisation 4.3 sont :

- ACT Ferme – produits fermiers laitiers lait cru vache
PL42 – Exploitation agricole ; AC42 – Fabrication pour la vente directe ; PR143 Produits laitiers au lait cru de vache
 - ACT Ferme – produits fermiers laitiers lait vache
PL42 – Exploitation agricole ; AC42 – Fabrication pour la vente directe ; PR145 Produits laitiers au lait de vache
 - ACT Ferme – produits fermiers laitiers lait animal autre que vache
PL42 – Exploitation agricole ; AC42 – Fabrication pour la vente directe ; PR144 Produits laitiers au lait d'autres animaux que des vaches
 - ACT Ferme – produits fermiers laitiers lait cru animal autre que vache
PL42 – Exploitation agricole ; AC42 – Fabrication pour la vente directe ; PR142 Produits laitiers au lait cru d'autres animaux que des vaches
- Pour toutes les autres formes de commerce B2B, telles que la livraison à des établissements agréés, la livraison à des opérateurs situés à plus de 80 km de l'exploitation agricole, la livraison à des opérateurs pour laquelle la limite de 30 % du chiffre d'affaires est dépassée et qui ne se limite pas à deux établissements de vente au détail qui appartiennent au même opérateur, un **agrément 4.1** est exigé. Le ACT couvert par cet agrément 4.1 est :
 - ACT Établissement laitier
PL43 – Fabricant ; AC40 – Fabrication ou (reconditionnement) ; PR141 Produits laitiers

Les opérateurs qui possèdent un agrément 4.1 et qui vendent directement au consommateur les produits transformés, doivent également être en possession d'une autorisation 1.1 (Commerce de détail de denrées alimentaires) s'ils disposent, pour cette vente, d'une infrastructure ou d'un établissement spécialement prévu à cet effet.

⁴ Voir le document « Ligne de conduite pour l'implémentation de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires », qui se trouve sur le site web de l'AFSCA (<http://www.afsca.be/legislation/hygiene/denreesalimentaires/>), dans lequel la portée de l'article 25 est précisée.

5.4. Numéro PF

Tous les producteurs de produits laitiers fermiers ayant un agrément ou une autorisation doivent disposer d'un numéro PF comme numéro d'agrément ou autorisation respectivement. Si dans le passé un agrément ou une autorisation a été donné sans numéro PF, l'opérateur doit prendre l'initiative de demander un numéro PF.

Les numéros d'agrément et d'autorisation sont attribués par l'AFSCA.

6. Utilisation des guides d'autocontrôle

Trois guides d'autocontrôle visent le secteur des produits laitiers :

- G-002 : Guide système d'autocontrôle industrie laitière
- G-034 : Guide d'autocontrôle pour la production et la vente de produits laitiers à la ferme
- G-044 : Guide d'autocontrôle générique pour le secteur B2C

Le guide G-002 concerne en substance tous les établissements laitiers belges ("laiteries classiques") qui sont agréés conformément à l'AR du 16/01/2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire ainsi que les producteurs de produits laitiers à la ferme avec agrément qui ne tombent pas sous le champ d'application du guide G-034.

Le guide G-034 concerne tous les exploitants agricoles qui transforment du lait au sein de leur exploitation et proposent des produits laitiers à la vente à l'exception de ceux qui vendent 100% de leur production en B2B et qui quant à eux relèvent du guide G-002.

Le guide G-044 est d'application pour les producteurs de produits laitiers fermiers ayant une autorisation 4.3, même s'ils peuvent livrer de manière "limitée et marginale" dans un circuit B2B.

Le tableau ci-dessous clarifie l'utilisation de ces guides.

Producteur de produits laitiers à la ferme avec autorisation	G-034 OU G-044
Producteur de produits laitiers à la ferme avec agrément	Si moins de 100% de son chiffre d'affaire en produits laitiers en commerce B2B : G-034
	Si 100% de son chiffre d'affaire en produits laitiers en commerce B2B : G-002
Laiterie "classique"	G-002

7. Annexes

Annexe 1 : Arbre de décision pour les producteurs de produits laitiers afin de déterminer si l'opérateur doit avoir une autorisation ou un agrément.

8. Inventaire des révisions

Inventaire des révisions de la circulaire		
Version	Date de mise en application	Motif et portée de la révision
1.0	14/11/2013	Version originale
2.0	22/10/2014	- Publication de l'AR du 13 juillet 2014 - Adaptation à la terminologie du site web
3.0	Date de publication	- Publication G-044 - Adaptation octroi numéro PF - Reformulation